

Les gouvernements locaux et régionaux vers Rio+20

Cités et Gouvernements
Locaux Unis



LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET REGIONAUX VERS RIO+20

Le premier Sommet de la terre, en 1992, avait atteint un large consensus et fut considéré comme une étape majeure dans la compréhension des enjeux environnementaux et leurs impacts.

Il avait également permis de remarquer l'attention grandissante accordée aux acteurs non-étatiques, par la reconnaissance formelle des acteurs à travers les groupes majeurs (major groups) parmi lesquels les autorités locales (chapitre 28).

En 20 ans, les défis rencontrés au niveau mondial ont évolué et une nouvelle dimension devrait être ajoutée aux trois piliers classiques du développement durable. Les politiques de développement ne peuvent pas être uniquement fondées sur la croissance économique, l'inclusion sociale et l'équilibre environnemental. Aujourd'hui ce trio s'avère insuffisant. La diversité culturelle est devenue un élément crucial de la mondialisation. Approfondir le dialogue interculturel et promouvoir la diversité culturelle représentent quelques-uns des défis majeurs pour l'humanité: La culture doit devenir le quatrième pilier du développement.

MESSAGES CLÉS POUR UN CADRE DE GOUVERNANCE INTERNATIONAL RENOUVELÉ DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les stratégies internationales et nationales pour le développement durable devraient prendre en compte les réalités et les orientations locales en partenariat avec les gouvernements locaux. Un nouveau cadre institutionnel pour le développement durable devrait inclure les autorités locales et régionales comme des partenaires à part entière dans les instances de prise de décision.

En vue de la Conférence Rio+20, les autorités locales et régionales soulèvent des demandes concrètes devant la communauté internationale, dont les idées clés peuvent être résumées comme suit :

- 1. Procéder à une analyse sérieuse et approfondie des fondements du développement durable à la lumière des changements dans le monde au cours des vingt dernières années.** Ceci impliquerait de mettre à jour la notion de développement durable et de **faire de la culture le quatrième pilier de son architecture.**
- 2. Intégrer dans le document final du Sommet Rio+20, un chapitre spécifique relatif aux autorités locales et régionales et un agenda 21 renouvelé, prenant en compte l'ère urbaine dans laquelle le monde est entré.** La perspective propre aux gouvernements locaux, qui résulte de leur proximité avec les citoyens, est essentielle pour atteindre la durabilité et pour la mise en œuvre de mécanismes de bonne gouvernance, reposant sur la transparence, la participation et la responsabilité. Les stratégies nationales pour le développement durable devraient prendre en compte les réalités et les orientations locales en partenariat avec les gouvernements locaux. Il est nécessaire de dépasser les approches sectorielles.
- 3. Adopter un accord sur un nouveau cadre de gouvernance pour le développement durable** qui dépasse le pilier environnemental. La gouvernance environnementale doit être renforcée et coordonnée par une structure forte qui garantira la mise en œuvre des accords environnementaux internationaux existants, à travers un mécanisme multi-acteurs sur le modèle de l'Organisation Internationale du Travail. Toutefois, le développement durable doit être mis en œuvre de manière transversale, ce qui implique de prendre en compte les trois piliers lors de la définition et la mise en œuvre des programmes. De plus, renforcer la gouvernance au niveau local, et particulièrement en milieu urbain, et rendre les autorités locales et régionales plus responsables sera nécessaire pour atteindre une société durable.
- 4. Définir des objectifs de développement durable, élaborés en collaboration avec les acteurs impliqués.** Les objectifs de développement durable ne devraient pas être limités à des objectifs environnementaux et devraient être étroitement liés aux Objectifs du Millénaire pour le Développement. Une seconde option serait l'adoption d'une « **feuille de route verte** » définissant les étapes concrètes à franchir pour atteindre une société durable. Cette « feuille de route verte » devrait être l'outil garantissant la mise en œuvre de l'agenda du développement durable au cours des vingt prochaines années au sein du nouveau cadre institutionnel pour le développement durable. Cette feuille de route doit être élaborée et mise en œuvre avec le partenariat plein et entier des représentants des groupes majeurs.
- 5. Renforcer la coopération internationale décentralisée** comme un des éléments essentiels de la coopération et du développement. Les actions enracinées localement, réalisées dans un espace territorial défini ne garantissent pas seulement l'appropriation locale et une meilleure durabilité mais fournissent également un fondement plus démocratique des actions. Bien qu'il y ait des différences importantes dans la façon dont ces questions sont envisagées, les manières de répondre aux demandes des citoyens sont souvent très similaires et constituent une base solide pour une coopération horizontale et pour l'échange d'expériences.

QUESTIONS D'INTÉRÊTS POUR LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX

La moitié de la population mondiale vit maintenant en ville. Dans cette ère urbaine, « l'urbanisation durable » et la « consommation durable » font partie des nouveaux défis identifiés par le Secrétaire des Nations-unies Ban Ki Moon, dans le cadre du processus de Rio+20. Le développement durable, en particulier dans les zones urbaines, ne peut pas être envisagé sans la réalisation des droits humains dans la ville, la reconnaissance de la culture comme une composante clé du développement durable, l'accès pour tous aux services essentiels, ainsi que la planification urbaine durable. Les villes devront être inclusives, créatives, mieux planifiées et organisées, avec les capacités pour réduire et gérer les déchets, réduire l'empreinte carbone, augmenter l'emploi des énergies renouvelables, et de ce fait contribuer à une utilisation des ressources naturelles rationnelle et économique.

PRINCIPALES CONTRIBUTIONS DES MEMBRES DE CGLU

1. ADOPTER LA CULTURE COMME QUATRIÈME PILIER DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Propositions des autorités locales et régionales pour le document final de Rio+20:

- Reconnaître la culture comme quatrième pilier du développement durable pour renforcer la cohérence entre les trois piliers existants, et rendre plus cohérent le paradigme de la durabilité. (voir la position politique adoptée en novembre 2010 par le Congrès mondial de CGLU à Mexico).
- Soutenir l'Agenda 21 pour la culture, signé et mis en œuvre par près de 450 villes et gouvernements locaux sur les cinq continents, en partenariats avec les organisations internationales, les gouvernements nationaux et la société civile.
- Reconnaître que la culture contribue à une société verte, en particulier à travers la préservation du patrimoine naturel et historique, la promotion de la créativité, de l'industrie culturelle et du tourisme.
- Reconnaître le rôle que la culture doit jouer dans les politiques publiques des pays en développement et particulièrement dans leurs relations avec d'autres problématiques comme l'environnement, l'éducation, la cohésion sociale, l'identité et la coopération internationale entre les Nations.

2. PROMOUVOIR LE DROIT A LA VILLE

Propositions des autorités locales et régionales pour le document final de Rio+20:

- **Soutenir et intégrer la Charte-Agenda Mondial pour les Droits de l'Homme dans la Ville** aux plans d'actions et stratégies nationaux : cet outil conçu par les autorités locales, avec la collaboration d'universitaires et la société civile, fournit une approche fondée sur les droits humains et un plan d'action précis pour les autorités locales qui souhaitent renforcer l'aspect social du développement durable.
- **Renforcer le pilier social du développement durable**, en particulier en zone urbaine, en garantissant la durabilité sociale, en se confrontant aux problématiques telles que la pauvreté, l'emploi précaire, la ségrégation spatiale, l'insuffisance des services essentiels, la discrimination et les déficits du système éducatif.

3. RENFORCER L'ACCÈS AUX SERVICES

Propositions des autorités locales et régionales pour le document final de Rio+20:

- Reconnaître les villes et les autorités locales comme une sphère cruciale de gouvernance pour le développement et la mise en œuvre des services essentiels qui participent à la réduction de la pauvreté, reposant sur un fort pouvoir de rassemblement et le potentiel des autorités locales et régionales à développer des partenariats clés avec la société civile et le secteur privé.
- Mettre en œuvre une décentralisation effective des responsabilités, de la gestion des politiques, des autorités de prise de décision, y compris une autorité de recouvrement des impôts, selon les « **Lignes directrices sur la décentralisation et l'accès aux services essentiels pour tous** » adoptées par ONU-Habitat.
- Porter une attention particulière à **l'accès à l'eau reconnu comme droit international fondamental par une résolution de l'Assemblée générale (A/RES/64/292)** en juillet 2010, appelant les Etats et les organisations internationales à « fournir des ressources financières, de renforcer les capacités et de procéder à des transferts de technologies, en particulier en faveur des pays en développement, afin d'intensifier les efforts faits pour fournir une eau potable salubre et propre, et des services d'assainissement qui soient facilement accessibles et financièrement abordables pour tous. »
- **Adopter l'accès à l'eau comme un objectif de développement durable**, en construisant sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement et en prenant en compte le rôle essentiel des gouvernements locaux dans la réalisation de celui-ci.

4. RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

Propositions des autorités locales et régionales pour le document final de Rio+20:

- Tous les échelons de territoires devraient s'appuyer sur les principes et les recommandations du **Cadre d'actions de Hyogo**, adopté en 2005 et signé par 168 pays pour mettre en œuvre les stratégies de réduction de risques de catastrophes, comme les plans de prévention et d'atténuation.

- Faire bénéficier les gouvernements locaux d'un renforcement des capacités pour les aider à intégrer la **gestion du risque** dans leur stratégie de développement afin de protéger leur population et leur garantir des terres saines, un régime foncier sécurisé et des infrastructures et des services fiables.
- **Intégrer les stratégies de réduction des risques** de catastrophe dans les politiques de planification urbaine afin de réduire les coûts supplémentaires, comme ceux liés à l'urbanisation des terres exposées aux risques.
- Anticiper l'augmentation des habitants dans les bidonvilles et considérer les installations informelles non seulement comme un défi mais également comme offrant des opportunités.
- Soutenir le **concept de ville de proximité**. Se référant aux compétences clés des gouvernements locaux pour la planification spatiale et le développement urbain, ce concept sous-tend une ville compacte et inclusive, permettant des unités territoriales autonomes ayant leur propre identité et devrait permettre aux citoyens de réaliser leurs activités dans leur voisinage. L'espace public remplira des fonctions plus sociales et le concept de mobilité doit évoluer en fonction de la réduction des distances à parcourir. Ce type de stratégie doit prendre en compte l'accès à l'Internet haut débit, les nouveaux modes de communication, les nouvelles méthodes de travail, l'adaptation des réseaux de services publics (écoles, infrastructures sportives) augmenter les économies d'énergie à travers, notamment, les transports publics, les voitures électriques et le vélo, des villes à dimension humaines ainsi qu'à travers de nouvelles chaînes d'approvisionnement alimentaires et l'agriculture urbaine.

5. PLANIFICATION URBAINE DURABLE

Propositions des autorités locales et régionales pour le document final de Rio+20:

- Reconnaître que les Métropoles autour du monde sont devenues de vrais moteurs du développement dans leurs pays respectifs.
- Prendre en considération le besoin de politiques durables fondées sur des villes bien gouvernées et bien planifiées, facilitant le partenariat avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la prestation des services, en particulier les transports, l'eau, l'énergie, et l'habitat mais aussi la santé et les services sociaux.

CONTRIBUTION AU DEBAT SUR L'ECONOMIE VERTE

Propositions des autorités locales et régionales pour le document final de Rio+20:

- Au regard de la crise économique et financière mondiale, nous devrions parler d'une « société verte » plutôt que d'une « économie verte »: ce n'est plus l'économie qui doit être au centre de la durabilité mais les êtres humains, en prenant en compte leur diversité, leurs spécificités culturelles et la pluralité de leurs systèmes de connaissances.
- La transition vers une société verte passe par la reconnaissance, la valorisation et la protection des biens communs et des biens d'intérêt général comme l'eau, l'énergie, l'atmosphère, la biodiversité, les forêts...
- Une société verte doit prendre en compte la rémunération des services environnementaux, la protection de l'environnement et des populations, des conditions de travail décentes pour les travailleurs et le respect des droits économiques, sociaux et culturels.
- La question de la rémunération des services environnementaux bien qu'elle ne soit pas inconnue dans le système onusien reste une nouveauté dans ses règlements et ses textes. Il est très important de valoriser et de financer les bénéfices qui résultent des services éco systémiques comme l'approvisionnement en eau potable, la régulation du climat par les forêts et autres qui permettent de maintenir l'équilibre de la planète.
- Les villes agissent déjà avec la Convention mondiale sur le climat – "Le pacte de la ville de Mexico" – une initiative volontaire qui tend à promouvoir les actions climatiques locales : notamment les réductions d'émissions, l'adaptation aux impacts du changement climatique et en renforçant la coopération de ville à ville.
- La transition vers une économie verte doit prendre en compte le principe familier et déjà reconnu de la « responsabilité différenciée mais partagée » dans la mesure où les pays développés et en développement ne pourront pas mettre en œuvre une telle économie à la même vitesse. Cette problématique se retrouve également au niveau de certaines régions au sein d'un même pays. Il faut également prendre en compte les différences parfois grandes entre les populations d'une même nation : une société durable ne peut pas être atteinte sans lutter contre la pauvreté et en particulier sans réduire les inégalités.
- Les gouvernements locaux sont le meilleur niveau pour identifier les besoins des populations et doivent recevoir le soutien total des gouvernements nationaux et être inclus dans les mécanismes internationaux qui créeront les opportunités et les systèmes de soutien pour permettre aux pays les moins développés d'entrer progressivement dans une économie verte (transfert de technologie, aide financière, formations...)

Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) est la plus grande organisation de gouvernements locaux et régionaux du monde, présente dans 140 pays. CGLU représente et défend les intérêts des gouvernements locaux du monde entier, indépendamment de la taille des collectivités qu'elle dessert. La mission de CGLU est d'être la voix et le défenseur de l'autonomie et de la démocratie locale et de promouvoir les valeurs, des gouvernements locaux, ses objectifs et intérêts, à travers la coopération décentralisée et avec la communauté internationale